

**CONVENTION ENTRE
LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE (CCAS) DE MONTIVILLIERS,
LA VILLE DE MONTIVILLIERS
ET
L'ASSOCIATION FEMMES ET FAMILLES EN DIFFICULTE (AFFD)**

Entre les soussignés

Le CCAS de de Montivilliers, représenté par sa Vice-Présidente, Madame Agnès SIBILLE, agissant en cette qualité et en vertu d'une délibération du Conseil d'Administration du CCAS en date du 21 mars 2025,

Ci-après désigné par « le CCAS »,

La Ville de Montivilliers, représentée par son Maire, Monsieur Jérôme DUBOST selon le mandat donné par délibération du Conseil Municipal en date du 28 avril 2025,

Ci-après désignée par « la Ville »

D'une part,

Et

L'Association Femmes et Familles en Difficulté, dont le siège social est situé au 54 Avenue Vladimir Komarov – 76610 LE HAVRE, représentée par Madame Florence MARTIN, Présidente,

Ci-après dénommé « l'AFFD »,

D'autre part,

PREAMBULE

De par leurs missions respectives, le CCAS et la Ville sont amenés régulièrement à accueillir, orienter et accompagner (CCAS) des personnes en situation de très grande fragilité et notamment des femmes victimes de violences.

Afin de proposer la prise en charge la plus adaptée à ces personnes, le CCAS et la Ville de Montivilliers se sont assurés de disposer de relais efficaces auprès de partenaires compétents dans ce domaine et notamment avec l'Association Femmes et Familles en Difficultés (AAFD).

Cette association dont le siège social se situe au Havre a pour objet de promouvoir, créer et gérer l'accueil, l'hébergement et la réinsertion sociale des femmes et familles en difficulté avec ou sans enfant.

Au travers de ses statuts, elle vise prioritairement à l'accueil, l'écoute, la mise à l'abri et l'accompagnement des femmes victimes de violences de toutes natures.

Dans ce cadre, elle assure les missions suivantes :

- L'écoute et la mise à l'abri pour les femmes victimes de violences (conjugales, intrafamiliales et en situation de prostitution)
- L'accueil et l'hébergement : 7 services assurent l'accueil des usagers (femmes et couples avec ou sans enfants) ayant des difficultés d'ordre social, économique, de santé et/ou familial.
- L'accompagnement : l'équipe éducative accompagne les usagers dans diverses démarches (administratives, juridique, liées au logement ou médicales)

Plus généralement, elle entend promouvoir l'égalité femmes/hommes. Pour cela, elle met en place des actions d'information, de préventions, animées par l'association ou en partenariat. Elle met également en place des actions de promotion des emplois en direction des femmes.

Enfin, elle gère différents hébergements (Centre d'Hébergement d'Urgence (CHU), Centre d'Hébergement et Réinsertion Sociale (CHRS) et logements d'urgence en diffus...) qu'elle met à disposition des femmes et familles accompagnées.

Au regard de l'action menée par l'Association et de la volonté municipale d'accompagner les publics les plus vulnérables et notamment les femmes victimes de violences intrafamiliales, le CCAS de Montivilliers, la Ville de Montivilliers et l'Association Femmes et Familles en Difficulté (AFFD) établissent un partenariat.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de partenariat entre l'AFFD et le CCAS et la Ville de Montivilliers et plus spécifiquement autour de l'accompagnement croisé des publics victimes de violences, hébergés par l'association sur le territoire de Montivilliers.

Ce partenariat s'inscrit dans le cadre :

- de la politique de prévention menée par la Ville et plus spécifiquement dans le cadre du CLSPD
- de la politique d'aides facultatives et d'accompagnement social du CCAS

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'Association s'engage à :

- Accueillir, écouter et accompagner le cas échéant les femmes et familles orientées vers l'AFFD par le CCAS ou le CLSPD
- Proposer des sessions de sensibilisation à destination des professionnels sur les diverses missions de l'AFFD aussi valable pour les membres du CLSPD
- Informer le CCAS et le CLSPD des situations suivies par l'AFFD sur la commune et notamment celles hébergées dans l'appartement relais dont elle dispose sur la commune afin de pouvoir réaliser si besoin des accompagnements croisés
- Orienter si besoin les femmes et familles de la commune, suivies par l'AFFD, vers le CCAS pour une aide spécifique (aides financières, accès aux droits, accompagnement vers l'insertion...)
- Fournir toute documentation utile au public et aux services du CCAS de Montivilliers et membres du CLSPD
- Fournir un bilan statistique annuel de son activité au CCAS et au CLSPD de Montivilliers dans le respect de l'anonymat et de la nécessaire confidentialité des situations personnelles

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DU CCAS DE MONTIVILLIERS

3.1 – ORIENTATION DES PUBLICS ET INFORMATION

Le CCAS de Montivilliers s'engage à :

- Orienter vers l'AFFD les femmes et familles victimes de violences repérées par les Conseillères Sociales du CCAS vers la coordinatrice du Pôle écoute
- Accueillir, informer, orienter et accompagner les publics orientés par l'AFFD vers le CCAS et à mobiliser les aides facultatives du CCAS le cas échéant
- Echanger avec les professionnels concernant les situations orientées si cela est nécessaire dans l'intérêt de la personne
- Intégrer l'Association aux réseaux de partenaires animés par le CCAS et aux actions de prévention et d'accompagnement mis en place sur la commune
- Travailler un relogement pérenne à la suite de la période de logement temporaire en fonction des situations
- En cas de dé-conventionnement du logement temporaire dont dispose l'association sur la commune (glissement du bail, évolution des besoins des familles, ...), rechercher d'autres logements à mettre à disposition de l'association dans le cadre du contingent municipal ou via le parc foncier de la Ville.

Il est important de rappeler que tous les agents du CCAS et du CLSPD (Service de dispositif de prévention) sont soumis au secret professionnel. Par conséquent, toutes les informations échangées entre l'Association, le CLSPD et le CCAS seront diffusées dans le strict respect des conditions du secret professionnel et en conformité avec le RGPD.

3.2 – MISE A DISPOSITION PONCTUELLE DE LOCAUX

Afin de pouvoir effectuer des permanences ou des entretiens individualisés avec les publics montivillonnais, CCAS de Montivilliers s'engage à mettre à disposition de l'Association, ponctuellement et en fonction des disponibilités :

- Un espace d'accueil confidentiel (*bureau mutualisé avec l'ensemble des partenaires du CCAS*)
- Une ligne téléphonique et un accès Wifi
- L'accès au copieur
- L'accès à l'espace public numérique et à l'espace ressources documentaire
- Une salle de réunion.

En tout état de cause, l'association devra en faire préalablement la demande par mail au CCAS.

3.3 - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT

Afin de soutenir l'activité de l'AFFD, le CCAS s'engage à verser une subvention annuelle de fonctionnement à l'association de 2 000 € au titre de l'exercice 2025.

La subvention fera l'objet d'un versement dès notification de la présente convention.

Pour les années suivantes, en fonction de l'activité de l'association, et sous réserve des crédits suffisants, la subvention versée à l'association pourra être réajustée.

A compter de 2026, la demande de subvention sera à adresser au CCAS de Montivilliers pour le 30 juin au plus tard.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA VILLE DE MONTIVILLIERS

4.1 – DIFFUSION D'INFORMATIONS ET ANIMATION DES RESEAUX

La Ville de Montivilliers s'engage à :

- Intégrer l'Association aux réseaux de partenaires animés par la Ville via ses services et plus particulièrement son Pôle des Solidarités (ex : réunions thématiques du CLSPD...)
- Intégrer l'Association sur les actions de prévention mises en œuvre sur la commune et/ou sur des temps dédiés à la connaissance des associations (Forum des Associations notamment)
- Diffuser l'information auprès des Administrés sur l'action menée par l'association

4.2 – MISE A DISPOSITION DE LOCAUX

En cas de besoin ponctuels et/ou en l'absence de locaux disponibles au sein du CCAS, la Ville pourra mettre à disposition de l'Association une salle de réunion. La demande devra transiter via le CCAS.

ARTICLE 5 : EVALUATION - TRANSMISSIONS DE DOCUMENTS

L'Association communiquera au CCAS et à la Ville de Montivilliers:

A la signature de la présente convention :

- Les statuts, les membres du bureau et du Conseil d'Administration de l'Association
- *Ils devront à nouveau être fournis en cas de modifications*
- Le rapport d'activité de l'Association
- Le rapport financier comportant le compte de résultat, le bilan et le rapport du Commissaire aux comptes
- Le compte-rendu de l'Assemblée Générale annuelle

Tous les documents (rapport d'activités, comptes annuels, etc....) transmis au CCAS devront être revêtus du paraphe du Président, représentant légal de l'Association.

Une réunion d'évaluation de la présente convention sera programmée annuellement entre le CCAS et l'Association au plus tard le 30 septembre. Lors de cette réunion, l'Association transmettra au CCAS le bilan annuel de son intervention auprès des Montivillonnais.

ARTICLE 6 : DUREE, RENOUVELLEMENT, RESILIATION

6.1 – DUREE

La présente convention est conclue pour une durée d'un an couvrant la période du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2025 ; la prise d'effet de la présente convention se faisant à compter de la notification qui interviendra après transmission au contrôle de légalité.

6.2 – RENOUVELLEMENT

La présente convention pourra être renouvelée par tacite reconduction dans la limite de deux fois.

6.3 – RESILIATION

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, après expiration d'un délai de 30 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception, valant mise en demeure.

Si l'une des parties souhaite mettre fin à la convention, elle devra en avertir les parties trois mois avant l'expiration de la période annuelle en cours.

En cas de dissolution de l'Association, la présente convention sera rendue caduque.

ARTICLE 7 : ASSURANCES

L'Association exerce ses activités sous sa responsabilité exclusive. Elle s'engage à souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité du CCAS ne puisse être recherchée.

Toute dégradation des biens et locaux mis à disposition de l'association par le CCAS de Montivilliers résultant d'une mauvaise utilisation, d'une négligence ou d'une malveillance devra faire l'objet d'une remise en état au frais de l'Association.

ARTICLE 8 : RESILIATION

En cas de non-respect des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties en respectant un préavis de trente jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception, valant mise en demeure.

ARTICLE 9 : COMMUNICATION

L'Association s'engage à valoriser le soutien du CCAS de Montivilliers sur tous les documents informatifs et supports édités, présentant son activité ou diffusés à l'occasion d'une manifestation organisée par elle. Le CCAS s'engage à diffuser les informations relatives à l'activité de l'Association ou des actions mises en place par celle-ci au travers de leurs supports d'information et/ou de communication et de leurs réseaux de partenaires.

ARTICLE 10 : LITIGES

En cas de difficulté portant sur l'application ou l'interprétation de la présente convention, les parties s'engagent à régler leur différend à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, les contestations seront soumises au Tribunal Administratif de Rouen.

Fait au Montivilliers, le

Mme Agnès SIBILLE
Vice-Présidente du CCAS

Jérôme DUBOST
Maire

Mme Florence MARTIN
Présidente AFFD